

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE

POUR LA

FOR THE

RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS

JOURNAL

GENÈVE 1932

GENEVA 1932

[N° 43. — MARDI 12 AVRIL 1932.

No. 43. — TUESDAY, APRIL 12TH, 1932.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE LA CONFÉRENCE.

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 710, Bâtiment des Commissions.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de la Conférence et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source de documentation. Au surplus, si l'on veut qu'il paraisse très exactement, il ne saurait donner autre chose qu'un résumé sommaire des discussions.

SOMMAIRE.

	Pages
I. Programme des séances	339
II. Commission générale: Huitième séance	340
III. Liste des documents distribués à la Conférence.	345

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Commission générale.

La Commission générale se réunira aujourd'hui mardi 12 avril, à 10 heures, au Bâtiment des Commissions (salle G).

Ordre du jour:

Suite de la discussion des principes généraux soulevés par l'article 1 (document Conf.D.103, Conf.D.102).

Commission des dépenses de défense nationale: Comité technique.

Le Comité technique de la Commission des dépenses de défense nationale se réunira aujourd'hui mardi 12 avril, à 10 h. 30, au Bâtiment des Commissions (salle M).

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE CONFERENCE JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 710, Committee Building.

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Conference and its Commissions, and it should not therefore be used for purposes of reference. Moreover, if it is to appear promptly, it cannot give more than a brief summary of the discussions.

CONTENTS.

	Page
I. Programme of Meetings.	339
II. General Commission: Eighth Meeting.	340
III. List of Documents distributed to the Conference	345

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

General Commission.

The General Commission will meet to-day, Tuesday, April 12th, at 10 a.m. in the Committee Building (Room G).

Agenda:

Continuation of the discussion of the general principles raised by Article 1 (document Conf.D.103, Conf.D.102).

Commission on National Defence Expenditure: Technical Committee.

There will be a meeting of the Technical Committee of the Commission on National Defence Expenditure to-day, Tuesday, April 12th, at 10.30 a.m. in the Committee Building (Room M).

Ordre du jour:

Suite de la discussion sur la procédure à adopter dans l'étude de la documentation relative aux questions budgétaires transmises par les gouvernements.

Le Comité tiendra probablement une autre séance au cours de l'après-midi.

II. COMMISSION GÉNÉRALE: HUITIÈME SÉANCE.

La Commission générale s'est réunie hier lundi 11 avril, sous la présidence de M. Arthur HENDERSON.

HOMMAGE A LA MÉMOIRE DE M. SOKAL.

Le PRÉSIDENT informe la Commission qu'il a envoyé, au ministre des Affaires étrangères de Pologne, un télégramme de sympathie pour la République de Pologne à l'occasion du décès de M. Sokal. Il a reçu de M. Zaleski un télégramme le remerciant de la démarche qu'il avait faite au nom de la Conférence.

M. BURHARDT-BUKACKI (Pologne) remercie le Président de l'hommage qu'il a rendu à la mémoire de M. Sokal.

PROJET DE CONVENTION: PRINCIPES GÉNÉRAUX SOULEVÉS PAR L'ARTICLE I.

Le PRÉSIDENT passe rapidement en revue les progrès réalisés jusqu'ici par la Conférence. Celle-ci a entendu les propositions de quelque cinquante nations et a établi la base de ses travaux futurs. L'accord a été exprimé dans une grande mesure sur un certain nombre de points fondamentaux. Toutes les propositions qui ont été formulées ont été classées de façon systématique et il est possible de se faire une idée de la mesure dans laquelle l'accord est déjà en vue et de la nature des principales divergences qu'il reste à aplanir concernant les diverses questions soumises à la Conférence.

La Conférence a décidé de prendre le projet de convention comme cadre de discussion, ce cadre n'étant pas considéré comme complet ou comme ne pouvant pas recevoir de modifications importantes.

Il y a eu un accord appréciable sur la suppression d'armes de nature essentiellement agressive et un certain nombre de propositions précises ont été formulées à cet effet.

Les délégations de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, de l'Espagne et de plusieurs autres pays se sont prononcées en faveur de la suppression des navires de guerre de plus de 10.000 tonnes. Les États-Unis d'Amérique ont préconisé le non-remplacement et la réduction numérique des armements en question, tandis que les délégations de la Grande-Bretagne et du Japon ont proposé la réduction du tonnage individuel et du calibre des canons. Dix-sept pays se sont déclarés en faveur de la suppression des navires porte-aéronefs. La Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont parmi ceux qui ont préconisé l'abolition des sous-marins et l'Italie est en faveur de cette mesure si elle peut être introduite en même temps que l'abolition des vaisseaux de ligne. Il semble y avoir un accord de plus en plus vaste concernant l'abolition de l'artillerie lourde terrestre. La suppression de cette arme est appuyée en principe par la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne, l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'Espagne, la Belgique et sept autres pays, les États-Unis s'étant prononcés en faveur de restrictions spéciales concernant les pièces d'artillerie lourde mobile. La France a proposé que les batteries d'artillerie lourde à longue portée ne soient conservées que si l'on s'engage à les mettre au service de la Société aux termes de l'article 16. L'Allemagne, l'Italie, l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'Espagne, la Suède et cinq autres pays ont insisté sur la suppression des chars d'assaut et les États-Unis ont proposé des restrictions spéciales.

Six pays, y compris le Danemark, l'Espagne, l'Allemagne et la Suède, ont préconisé l'abolition de l'aviation militaire et navale, et neuf autres pays, y compris l'Italie, ont proposé l'interdiction des bombardements aériens. La France a proposé l'abolition des avions lourds de bombardement et la création

Agenda:

Continuation of the discussion on the procedure to be followed in the study of the documentation on budgetary matters transmitted by the Governments.

There will probably be another meeting of the Committee in the afternoon.

II. GENERAL COMMISSION: EIGHTH MEETING.

The General Commission met yesterday, Monday, April 11th, under the Chairmanship of Mr. Arthur HENDERSON.

DEATH OF M. SOKAL.

The PRESIDENT informed the Commission that he had sent to the Minister for Foreign Affairs of Poland a telegram expressing sympathy with the Polish Republic for the loss of M. Sokal. He had received from M. Zaleski a telegram thanking him for the action which he had taken on behalf of the Conference.

M. BURHARDT-BUKACKI (Poland) thanked the President for the tribute which he had paid to the memory of M. Sokal.

DRAFT DISARMAMENT CONVENTION: GENERAL PRINCIPLES RAISED BY ARTICLE I.

The PRESIDENT briefly reviewed the progress so far achieved by the Conference. It had heard the proposals of some fifty nations and established a basis for its future work. A great common measure of agreement had been expressed on a number of fundamental points. All the proposals put forward had been classified and it was possible to form some estimate of the extent of the agreement in prospect and the nature of the main differences which had still to be reconciled in dealing with the various questions before the Conference.

The Conference had decided that the draft Convention should be taken as a framework for its discussions, but that the framework should not be regarded as complete, comprehensive or incapable of substantial amendment.

There had been a notable measure of agreement as to the abolition of weapons of a primarily aggressive kind and a number of definite proposals had been put forward to that end.

The delegations of Italy, Germany, the Union of Soviet Socialist Republics, Spain and many other countries had declared in favour of the abolition of warships of over 10,000 tons displacement. The United States of America had advocated non-replacement and reduction in the existing numbers of these weapons, while the British and Japanese delegations had suggested the reduction of individual tonnage and of gun calibre. Seventeen countries had declared in favour of the abolition of aircraft carriers. Great Britain, the United States, Germany, India, New Zealand and Australia were among the States which had urged the abolition of submarines, and Italy was in favour of that measure if it could be carried through simultaneously with the abolition of capital ships.

There had appeared an increasing measure of agreement concerning the abolition of heavy land artillery. The abolition of that weapon was supported in principle by Great Britain, Italy, Germany, the Union of Soviet Socialist Republics, Spain, Belgium and seven other countries, while the United States had expressed itself in favour of special restrictions on heavy mobile guns. France had proposed that heavy long range artillery should only be retained if pledged to the service of the League under Article 16. Germany, Italy, the Union of Soviet Socialist Republics, Spain, Sweden and five other countries had urged the abolition of tanks and the United States had proposed special restrictions.

Six countries, including Denmark, Germany, Spain and Sweden, had advocated the abolition of naval and military aviation and nine other countries, including Italy, had proposed the abolition of bombing aircraft. France had proposed the abolition of heavy bombing planes and the creation of an air

d'une force aérienne de la Société. Cinq autres pays ont appuyé des propositions visant le contrôle international.

Il y a un accord assez général sur l'interdiction de l'emploi des armes chimiques et bactériologiques et le Président est certain en outre que la préparation de ces engins en temps de paix sera généralement condamnée.

Il ne veut pas prétendre qu'il y ait actuellement un accord général sur quoi que ce soit en dehors du grand principe d'après lequel on doit s'occuper des armes augmentant le pouvoir d'agression. Il y a toutefois un désir général d'arriver à un accord et, dans cette direction, la Conférence pourrait aboutir à des résultats substantiels.

Il y a eu accord dans une mesure frappante entre diverses délégations sur d'autres questions, telles que la limitation des armements par voie budgétaire, la surveillance des armements par une commission permanente du désarmement, le contrôle du trafic des armes et de leur fabrication et l'organisation de la paix par l'arbitrage obligatoire et autres moyens.

Le Président désire maintenant inviter la Commission à discuter le principe fondamental posé à l'article 1 du projet de convention, à savoir, la réduction des armements actuellement existants. Il est convaincu que les délégations ne relâcheront pas leurs efforts avant qu'il ne soit intervenu, sur les diverses questions de l'ordre du jour, des solutions de nature à aider les commissions spéciales dans la tâche qui leur est confiée.

M. Hugh GIBSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que les diverses propositions qui ont été soumises à la Conférence semblent dominées par une même préoccupation, celle de trouver une méthode permettant de réduire et de limiter les armements sans entraîner des risques pour la sécurité nationale. Il faut essayer d'aboutir à un programme conscient et défini qui permettra de traduire en mesures de désarmement le besoin universel de sécurité.

La revendication de la sécurité provient de ce que tel gouvernement et son peuple doutent de pouvoir résister avec succès à une invasion. Poussées par cette crainte, les nations réclament d'instinct, pour la défense nationale, des armements et des effectifs toujours plus grands. La logique pure ne saurait avoir raison de telles appréhensions, car le problème fourmille de contradictions. C'est ainsi, par exemple, que certaines des nations dont le niveau d'armements est le plus élevé comptent parmi celles qui éprouvent le plus de craintes pour leur sécurité nationale.

Le délégué des Etats-Unis se propose de soumettre un plan qui, en aucune matière, ne contredit et n'exclut aucun autre plan raisonnable tendant à réaliser la sécurité. Si la crainte de l'invasion est plus vive qu'elle ne le fut jadis, c'est parce que les progrès de la technique moderne ont donné naissance à des armes nouvelles d'une nature telle que des ouvrages de défense à la frontière ne constituent plus désormais une sauvegarde suffisante contre l'agression. Le sentiment que l'on a de l'insuffisance actuelle des forces et des armes défensives a suscité une demande pressante tendant à l'accumulation des approvisionnements de guerre ainsi qu'à l'accroissement des armées et des budgets militaires. La crainte de l'invasion repose sur l'existence d'armements terrestres d'une nature particulièrement agressive, tels que les chars d'assaut, l'artillerie lourde mobile et l'emploi des gaz. Le sentiment de la sécurité ne sera pas rétabli tant que la défense n'aura pas recouvré sa supériorité sur l'attaque, et le seul moyen de rétablir cette supériorité consiste à abolir les armements dont il vient d'être fait mention.

L'abolition de ces armements n'affecterait en rien aucun autre plan tendant à réaliser la sécurité; bien au contraire, il rendrait l'atmosphère générale moins pesante, en faisant disparaître la crainte d'une agression par d'autres moyens, tels que le bombardement aérien et les méthodes de guerre qui constituent une menace pour la population civile. La voie resterait ouverte à des mesures de réduction plus radicales et le problème tout entier deviendrait susceptible de recevoir une solution.

On objectera que des engagements contractuels comportant les propositions ci-dessus ne seraient pas observés en temps de guerre. Or, il faudrait un certain délai pour produire des armements agressifs s'ils étaient supprimés en temps de paix et, étant donné la force croissante de l'opinion publique, le délégué des Etats-Unis croit pouvoir assumer que de tels traités seraient observés. Il est en tout cas indispensable que les nations soient prêtes à accepter un risque insignifiant pour la cause de la paix.

Les propositions que vient de formuler M. Gibson auraient pour effet de réduire sensiblement les dépenses d'armements

League force. Five other countries had supported proposals for international control.

A wide measure of agreement existed concerning the prohibition of the use of chemical and bacteriological weapons and he felt sure also that their preparation in time of peace would be generally condemned.

He would not suggest that there was at present general agreement on anything except the broad principle of dealing with weapons which increased the power of aggressive attack. There was, however, a general desire to reach agreement and in that direction the Conference might achieve substantial results.

There had been a striking measure of agreement among different delegations on other matters, such as the budgetary limitation of armaments, the supervision of armaments by a permanent Disarmament Commission, the control of the traffic in arms and of the manufacture of arms and the organisation of peace by compulsory arbitration and in other ways.

He would now invite the Commission to consider the fundamental principle laid down in Article 1 of the draft Convention—namely, the reduction of the armaments which the nations at present maintained. He was sure that the delegations would not relax their efforts until solutions had been secured of the various questions on the Agenda which would help the special Commissions in their work.

Mr. Hugh GIBSON (United States of America) said that the various proposals submitted to the Conference appeared to be governed by one preoccupation—namely, that of finding a method by which a reduction and limitation of armaments might be achieved without incurring risks to national safety. An endeavour must be made to find a conscious and definite programme which would translate into terms of disarmament the universal need for security.

The demand for security arose from doubts on the part of a Government and its people as to their ability successfully to withstand invasion. Nations under the stimulus of such doubts instinctively demanded greater armaments and more men for national defence. Such apprehensions could not be dealt with by pure logic, since the problem was full of contradictions. Nations, for example, which maintained the highest level of armaments were among those most fearful for their national security.

He desired to submit a plan which in no sense opposed and in no sense excluded any other reasonable plan for the achievement of security. The fear of invasion was more acute than in times past owing to the fact that technical progress had developed new weapons to a point where frontier defences no longer constituted an adequate safeguard against aggression. A sense of the present inadequacy of defensive forces and weapons had given rise to an insistent demand for the accumulations of military stores and for the increase of armies and of military budgets. The fear of invasion was based on the existence of peculiarly aggressive weapons in land warfare, such as tanks, heavy mobile artillery and the use of gas. The feeling of security would not be restored until defence had recovered its superiority as compared with attack and the only way to restore such superiority was to abolish the weapons to which he had just referred.

The abolition of such weapons would not prejudice any other plan for achieving security, but would, on the contrary, ease the general situation, removing fear of other terms of aggression, such as aerial bombardment and methods of warfare threatening the civilian population. The way would be open to more drastic measures of general reduction and the whole problem would become more capable of solution.

It would be objected that treaty engagements embodying the above proposals would not be observed in time of war. It would, however, require a certain period of time to produce aggressive weapons if they were abolished in time of peace and, owing to the increasing force of public opinion, he felt it was possible to assume that such treaties would be observed. It was at any rate essential that the nations should be prepared to accept an insignificant risk in the cause of peace.

The proposals which he had put forward would substantially decrease expenditure on armaments since they related to the

car elles se rapportent aux armements les plus coûteux. Une pièce d'artillerie lourde mobile de gros calibre coûte environ 450.000 dollars et un char d'assaut de grand modèle, avec son équipement, coûte 45.000 dollars.

Le délégué des Etats-Unis ne prétend pas que ses propositions soient de nature à résoudre tout le problème de la guerre d'agression, mais il lui paraît nécessaire de concentrer l'attention sur la phase la plus aiguë du problème de la sécurité avant de passer à l'examen des armes agressives dans d'autres domaines, telles que, par exemple, les avions de bombardement. Ses propositions ne s'appliquent pas aux pièces d'artillerie lourde sur emplacement fixe, destinées à la défense.

Le Gouvernement américain a envisagé et accepté l'idée de sacrifier un équipement technique important et coûteux actuellement existant. Si les nations ne sont pas prêtes à accepter de tels sacrifices, la Conférence est sans utilité, et le monde est appelé inévitablement à se trouver engagé dans une course aux armements qui aura des résultats désastreux.

En conclusion, le délégué des Etats-Unis soumet le projet de résolution suivant à l'examen de la Commission générale:

« Considérant que tous les Etats du monde sont animés du même souci légitime de défendre leur territoire et leurs peuples;

« Considérant qu'un grand nombre d'Etats ont actuellement le sentiment qu'ils sont sous la menace d'une agression de la part de leurs voisins;

« Considérant que la crainte d'une agression est avant tout motivée et accrue par l'existence d'armements capables d'annihiler des moyens de défense nationale tels que des fortifications, c'est-à-dire d'armement qui donnent à l'attaque la supériorité sur la défense;

« Considérant que l'établissement d'une supériorité constante de la défense sur l'attaque développerait parmi les peuples de tous les Etats un sentiment de sécurité,

« La Commission générale estime que l'abolition d'armes agressives constituerait une condition première et indispensable non seulement de la réduction des armements, mais encore de l'établissement de la sécurité, et prend la résolution suivante:

« 1^o a) Les armes ci-après présentent une valeur particulièrement agressive à l'égard des défenses terrestres: chars d'assaut, artillerie lourde mobile et gaz, et, à ce titre, devraient être supprimées;

« b) Elle invite la Commission terrestre à élaborer et à soumettre à la Commission générale un plan pour la destruction des chars d'assaut et les pièces d'artillerie mobile d'un calibre supérieur à 155 mm. et pour la suppression de l'emploi des gaz dans la guerre.

« 2^o a) Il est également essentiel que les Etats s'engagent à ne pas se servir des armes ci-dessus en cas de guerre;

« b) Elle invite la Commission politique à élaborer des textes à cet effet et à les soumettre à la Commission générale. »

Le délégué des Etats-Unis espère que les propositions ci-dessus se recommanderont à la Conférence par leur simplicité et qu'il sera possible de renvoyer l'ensemble de la question aux commissions compétentes en les chargeant d'élaborer des textes précis qui seront soumis à son approbation. Il ne suffit pas de se contenter d'accepter ces propositions en principe, il faut arriver, à une date aussi proche que possible, à un accord précis et définitif.

M. MOTTA (Suisse) se félicite de ce que la proposition américaine tende à mettre fin à des discussions trop théoriques pour proposer une solution positive d'un des problèmes les plus importants. La question de la sécurité est vitale et si l'on pouvait, par une mesure généralement admise, rendre toute invasion impossible ou très invraisemblable, le sentiment de la sécurité générale serait créé et l'on pourrait travailler avec une énergie croissante à rétablir dans le monde le sentiment de la solidarité politique, morale, économique et financière.

Le délégué de la Suisse a entendu avec satisfaction M. Gibson déclarer que, en formulant sa proposition, il n'entendait pas exclure la discussion d'autres méthodes tendant à renforcer et à garantir la sécurité, et que la délégation américaine ne se

most costly weapons. A large heavy mobile gun cost approximately 450,000 dollars and a large armed tank cost 45,000 dollars.

He did not pretend that his proposals dealt adequately with the whole subject of aggressive warfare, but he felt it was necessary to focus attention upon the most acute phase of the security problem before passing to a consideration of aggressive weapons in other fields, such as, for example, bombing planes. His proposals did not apply to heavy guns on fixed emplacements for defensive purposes.

The American Government had faced and accepted the sacrifice of important and costly existing technical equipment. Unless the nations were prepared to accept such sacrifices the present Conference was of no avail and the world must inevitably embark upon a race in armaments with disastrous results.

He would in conclusion submit the following resolution for consideration by the General Commission:

“ Whereas, all States of the world are animated with the same legitimate concern for the defence of their territory and peoples;

“ Whereas, many States now feel that they exist under the menace of aggression from their neighbours;

“ Whereas, that fear of aggression is primarily caused and intensified by the existence of weapons which can break down national defences such as fortifications, in other words, which give superiority to attack over defence;

“ Whereas, the establishment of a constant superiority of defence over attack would promote in the peoples of all States a feeling of security,

“ The General Commission believes that the abolition of aggressive weapons would constitute a first and essential requisite not only for the reduction of armaments but for the establishment of security; and resolves:

“(1) (a) That the following weapons are of a peculiarly aggressive value against land defences: tanks, heavy mobile guns and gases; and as such should be abolished; and

“(b) To request the Land Commission to draw up and submit to the General Commission a plan for scrapping tanks and mobile guns exceeding 155 mm. in calibre and for the abolition of the use of gases in war.

“(2) (a) That an undertaking by the States not to avail themselves of the aforementioned weapons in the event of war is equally essential; and

“(b) To request the Political Commission to draw up and submit to the General Commission texts for these purposes.”

He hoped the simplicity of the above proposals would commend them to the Conference and that it would be possible to refer the entire question to the relevant Commissions with instructions to draw up definite texts with a view to their adoption. It was not enough to accept such proposals in principle only; there must be definite and final agreement at the earliest possible date.

M. MOTTA (Switzerland) was glad to think that the American proposal would tend to put an end to theoretical discussions; it suggested a positive solution of one of the more important problems before the Conference. The question of security, was vital and if, by a measure generally accepted, all invasion could be rendered impossible or improbable, a sentiment of general security would be created. It would then be possible to work with increasing energy for the restoration in the world of the feeling of political, moral, economic and financial solidarity.

He was glad to be assured that the American delegate, in formulating his proposal, did not intend to exclude the discussion of other methods for the reinforcement and the guarantee of security that the American delegation would not refuse at

refuserait pas à envisager plus tard le problème que posent d'autres catégories d'armes agressives, en particulier les avions de bombardement. Si la Conférence arrivait à proscrire efficacement les armes agressives ci-dessus, elle aurait dans une grande mesure répondu aux espérances des peuples, mais le délégué de la Suisse ne considère même ce résultat que comme un début, qui devra appeler d'autres mesures, tendant toutes à la réduction toujours plus grande des armements.

Il est certain qu'une mesure telle que l'abolition de toutes les armes agressives entraînerait, pour les grands Etats, des sacrifices infiniment plus grands que pour les autres, et l'on devra leur rendre un hommage légitime si elles arrivent, par un commun accord, à faire ce sacrifice nécessaire.

Le Pacte de Paris ne prend tout son sens que s'il aboutit à la suppression de tous les moyens d'agression, et il était naturel que le délégué des Etats-Unis tirât lui-même une conséquence nécessaire du Pacte dont l'un des Américains les plus illustres est le père.

En terminant, le délégué de la Suisse déclare appuyer la demande d'inscription de la proposition américaine à l'ordre du jour.

Sir John SIMON (Empire britannique) salue avec satisfaction la proposition américaine, proposition précise et pratique, qu'il croit réalisable. La délégation de l'Empire britannique se rallie dans une grande mesure aux paroles de M. Gibson. Le Gouvernement britannique s'est prononcé en faveur d'un désarmement qualitatif en même temps que d'un désarmement quantitatif, et un désarmement qualitatif implique la sélection de certaines catégories précises d'armements qui seraient interdites par convention internationale. Il est manifeste que les armements à choisir à cet effet sont ceux qui ont pour vertu essentielle de renforcer les moyens d'attaque et qui sont destinés à annihiler la défense. De telles armes sont de nature à encourager à un assaut brusque et écrasant dès les premiers jours suivant le moment où un conflit est arrivé à l'état aigu. La tentation de recourir à un conflit armé serait évidemment réduite si les moyens de défense étaient renforcés au détriment des moyens d'attaque.

Le délégué des Etats-Unis s'est borné à traiter des moyens de guerre terrestres. Il y aura lieu d'examiner d'autres moyens de guerre, mais, si l'on se borne pour le moment à examiner le problème des moyens de guerre terrestres, il est manifeste que les armes qui se prêtent à une attaque brusquée sont les pièces d'artillerie lourde mobile et les chars d'assaut lourds, combinés avec une attaque par les gaz. Si la Conférence arrivait à se mettre d'accord pour interdire ces armes monstrueuses, la sécurité en serait incontestablement accrue dans une mesure substantielle.

Le Gouvernement britannique s'est déjà prononcé pour l'abolition de l'artillerie lourde mobile terrestre; il s'associe maintenant à la proposition tendant à supprimer les chars d'assaut lourds.

Il y aura des questions correspondantes à étudier avec une même précision dans le domaine des armements navals et aériens. Il a été fait allusion aux bombardements aériens; le délégué de l'Empire britannique demande à la Conférence si le lancement de bombes en temps de guerre au moyen d'avions sur le territoire d'un autre Etat ne doit pas être considéré comme étant analogue au bombardement par de grosses pièces d'artillerie mobile, et faire par conséquent l'objet approprié d'une législation internationale.

L'adoption des propositions de la délégation américaine produirait trois résultats. En premier lieu, elle se traduirait par une mesure de désarmement général importante et urgente. En second lieu, il s'ensuivrait une limitation appréciable des dépenses d'armements actuels. Enfin, on éliminerait une des causes les plus puissantes d'insécurité.

C'est pourquoi le délégué de l'Empire britannique espère qu'un grand nombre d'autres Etats représentés à la Conférence appuieront cette proposition, qui ne peut être efficace que si elle est universellement acceptée.

M. NADOLDY (Allemagne), considérant le texte de l'article 1 du projet de convention, déclare que, pour l'Allemagne et pour le monde entier, il est essentiel que la convention aboutisse non seulement à une limitation des armements, mais aussi à une réduction jusqu'au minimum prévu par l'article 8 du Pacte. Si l'on se reporte à la teneur même de cet article 8, on voit que ce n'est pas la limitation des armements à leur niveau actuel qu'il prescrit comme tâche de la Conférence, mais leur

à une réduction jusqu'au minimum prévu par l'article 8 du Pacte. Si l'on se reporte à la teneur même de cet article 8, on voit que ce n'est pas la limitation des armements à leur niveau actuel qu'il prescrit comme tâche de la Conférence, mais leur

à une réduction jusqu'au minimum prévu par l'article 8 du Pacte. Si l'on se reporte à la teneur même de cet article 8, on voit que ce n'est pas la limitation des armements à leur niveau actuel qu'il prescrit comme tâche de la Conférence, mais leur

à une réduction jusqu'au minimum prévu par l'article 8 du Pacte. Si l'on se reporte à la teneur même de cet article 8, on voit que ce n'est pas la limitation des armements à leur niveau actuel qu'il prescrit comme tâche de la Conférence, mais leur

à une réduction jusqu'au minimum prévu par l'article 8 du Pacte. Si l'on se reporte à la teneur même de cet article 8, on voit que ce n'est pas la limitation des armements à leur niveau actuel qu'il prescrit comme tâche de la Conférence, mais leur

Sir John SIMON (British Empire) welcomed the American proposal as a definite and practical suggestion, which he believed to be practicable. The British delegation was in substantial agreement with what Mr. Gibson had said. The British Government was in favour both of qualitative and quantitative disarmament and qualitative disarmament implied the selection of certain defined classes of weapons with a view to their prohibition by international convention. Manifestly, the weapons to be selected were those which had the special quality that they strengthened attack and were prepared with a view to overthrowing defence. Such weapons might encourage a sudden and overwhelming assault in the very first days of the climax of a dispute. The temptation to resort to armed conflict would obviously be reduced if defence were strengthened at the expense of attack.

Mr. Gibson had limited himself to land warfare. Other branches of warfare would have to be considered, but, confining the problem for the moment to land warfare, it was clear that the weapons which lent themselves to sudden aggressive attack were heavy mobile guns and heavy tanks combined with methods of gas attack. If an agreement were reached by the Conference to prohibit these monstrous weapons, security would undoubtedly have been substantially promoted.

The British Government had already declared in favour of abolishing the heavy mobile land gun and now associated itself with the proposal to abolish the heavy tank.

Corresponding questions would have to be considered with equal definiteness in the field of naval and air armaments. A reference had been made to aerial bombardment and he would ask the Conference whether the dropping of bombs from the air in warfare on the territory of another State should not be regarded as analogous to heavy bombardment from the mouth of a great mobile gun and therefore an equally suitable subject for international legislation.

The adoption of the proposals of the American delegation would have three results. First, an important and urgent measure of general disarmament would be effected. Secondly, there would be a substantial limitation of the present outlay on weapons of war. Thirdly, one of the most potent causes of insecurity would be removed.

He would therefore express the hope that many other States represented at the Conference would support the proposal which could only be effective if universally approved.

M. NADOLNY (Germany) referring to the text of Article 1 of the draft Convention, said that, for Germany and for the world at large it was essential that the Convention should result not only in a limitation of armaments but in their reduction to the minimum contemplated by Article 8 of the Covenant. If Article 8 were considered, it would be seen that it was not the limitation of armaments at their present level which it prescribed as the task of the Conference, but their reduction.

réduction. Il paraît donc indispensable au délégué d'Allemagne d'attirer dès maintenant l'attention de la Commission sur la nécessité de modifier le texte de l'article 1 du projet et de lui donner une forme correspondant au sens de l'article 8 du Pacte.

La proposition américaine devra être traitée à fond et en liaison avec d'autres propositions concernant l'abolition des armes agressives. La délégation allemande approuve les principes de la proposition américaine, tendant à réaliser une sécurité aussi grande que possible par l'abolition des moyens d'agression, principes qui sont en harmonie avec les idées qu'elle-même a soutenues. Toutefois, les propositions italiennes, par exemple, et aussi les propositions allemandes vont plus loin. Si la réalisation de la proposition américaine devait être tout le résultat de la Conférence, il est clair que le monde ne serait pas satisfait et l'Allemagne ne pourrait se contenter d'une convention ne comportant que ce résultat.

Le PRÉSIDENT dit que le projet de résolution de M. Gibson sera distribué aux délégués et transmis au Bureau de la Conférence, qui examinera le moment approprié pour toute discussion ultérieure portant sur les points de cette résolution.

M. TARDIEU (France) rappelle que les propositions françaises ajoutent, à la proposition américaine, deux éléments, à savoir l'internationalisation contrôlée et la sanction. Il lui paraît donc difficile d'étudier isolément la proposition américaine qui, au surplus, du fait qu'elle s'applique uniquement aux armements terrestres, met en échec la thèse que la France a toujours soutenue, celle de l'interdépendance des armements. C'est pourquoi la délégation française demande que toutes les propositions ayant un caractère de réduction qualitative soient groupées et considérées en fonction des principes généraux qu'il vient de rappeler et qu'a rappelés tout à l'heure le délégué de l'Allemagne. Elle demande que le Bureau détermine, en même temps que l'ordre de discussion de la proposition américaine, l'ordre de discussion des propositions analogues et plus larges, propositions italienne, allemande, française.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'en proposant de renvoyer au Bureau la question de procédure, il visait précisément le but défini par M. Tardieu.

Le général CAVALLERO (Italie) attire l'attention sur le fait que le memorandum déposé au Secrétariat par la délégation italienne présente le principe de la limitation qualitative sous forme de propositions concrètes, donnant des détails sur celles que M. Grandi a exposées au début de la Conférence et qui forment un tout. C'est dans le cadre de cet ensemble, dans lequel les limitations qualitatives des différentes branches d'armements restent étroitement liées, que la délégation italienne est prête à accepter que le projet de M. Gibson soit renvoyé, seul ou avec d'autres propositions similaires, aux commissions compétentes, suivant la procédure que déterminera le Bureau.

M. Hugh GIBSON (Etats-Unis d'Amérique) explique qu'il pensait que, dans l'intérêt de la simplicité et de la rapidité des travaux, il était préférable d'examiner tout d'abord une partie du problème pour arriver ensuite à l'examen du tout. Il ne s'agit là que d'une question de procédure et il serait prêt à se rallier à la proposition du Président, de renvoyer la question au Bureau. Il tient à ce que l'on ne préjuge en quoi que ce soit un examen loyal des projets déposés antérieurement au sien.

M. TARDIEU (France) déclare que, après les explications du Président et de M. Gibson, il accepte, pour ce cas spécial, la procédure proposée, étant entendu que, par la même occasion, le Bureau se trouvera saisi de toutes les propositions analogues, qu'elles soient fragmentaires ou générales.

Le PRÉSIDENT constate que la Commission est d'accord pour que la résolution américaine soit transmise au Bureau qui l'examinera à la lumière de la discussion qui a eu lieu et, notamment, des remarques de M. Tardieu.

It therefore seemed to him essential to draw the attention of the Commission at once to the necessity of amending the text of Article 1 of the draft and bringing it into conformity with the meaning of Article 8 of the Covenant.

The American proposal should be thoroughly discussed in connection with other proposals for the abolition of aggressive weapons. He approved in principle the American proposal, which would result in achieving as great as possible a measure of security by the abolition of methods of aggression, a principle which was in harmony with the views which the German delegation had itself maintained. The Italian proposals and the German proposals, however, went further. If the American proposal were regarded as embodying the sum total of what the Conference was to achieve, it was clear that the world would not be satisfied and Germany would not be content with a convention embodying such a result.

The PRESIDENT said that the draft resolution of Mr. Gibson would be distributed to the delegates and forwarded to the Bureau of the Conference, which would consider at what time a further discussion of the subject matter of the resolution would be most appropriate.

M. TARDIEU (France) reminded the Conference that the French proposals contained two elements in addition to those embodied in the American proposals—namely, the principle of controlled internationalisation and sanctions. It seemed to him difficult to study the American proposal by itself. That proposal, moreover, applied solely to land armaments and therefore was in opposition to the thesis which France had always supported of the interdependence of armaments. For that reason the French delegation asked that any proposals for a qualitative reduction of armaments should be grouped together and considered in connection with the general principles to which he had just referred and to which the German delegate had also alluded. He would ask that the Bureau should, when it examined the American proposal, consider at the same time the similar and wider proposals submitted by the Italian, German and French delegations.

The PRESIDENT observed that, in proposing that the question of procedure should be referred to the Bureau, he had in mind precisely the object defined by M. Tardieu.

General CAVALLERO (Italy) drew attention to the fact that the Memorandum submitted to the Secretariat by the Italian delegation embodied the principle of qualitative limitation in the form of concrete proposals which elaborated in detail those which M. Grandi had explained at the beginning of the Conference. Those proposals formed a single whole and it was within the framework of those proposals, within which the qualitative limitations of the various categories of armaments were considered as being closely connected, that the Italian delegation was prepared to agree that the resolution of Mr. Gibson should be referred, either alone or with other similar proposals, to the competent Commissions according to the procedure to be determined by the Bureau.

Mr. H. GIBSON (United States of America) explained that in his view it was preferable, in the interests of simplicity and rapidity of work, to examine first of all one part of the problem as a preliminary to its examination as a whole. The question at issue was merely one of procedure and he was prepared to accept the proposal of the President to refer the question to the Bureau. He felt it was important that the loyal consideration of proposals submitted previously to his own should in no way be prejudiced.

M. TARDIEU (France) said that, after the explanations of the President and Mr. Gibson, he accepted in this special case the proposed procedure, on the understanding that the Bureau would at the same time be asked to consider all similar proposals, whether of a general or piecemeal character.

The CHAIRMAN said that the Commission was agreed that the American resolution should be forwarded to the Bureau, which would examine it in the light of the discussion which had taken place and with due regard to the observations of M. Tardieu.

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT.

Le PRÉSIDENT propose que, dorénavant, les séances du matin aient lieu de 10 heures à 13 heures, celles de l'après-midi de 15 h. à 18 h. 30.

Approuvé.

III. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS
A LA CONFÉRENCE.

Journal de la Conférence, N° 42.

Conf.D./C.G.II. Projet de convention de la Commission préparatoire (C.687.M.288.1930.IX): Projet d'article 1 soumis par la délégation soviétique.

PROGRAMME OF WORK: COMMUNICATION OF THE PRESIDENT.

The President proposed that henceforth morning meetings should be held from 10 a.m. to 1 p.m and afternoon meetings from 3.30 p.m. to 6.30 p.m.

The proposal was approved.

III. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED
TO THE CONFERENCE.

Journal of the Conference, No. 42.

Conf.D./C.G.II. Draft Convention of the Preparatory Commission (C.687.M.288.1930.IX): Proposed Article 1 submitted by the Soviet delegation.

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ
DES NATIONS

CONFÉRENCE
pour la RÉDUCTION et la
LIMITATION des ARMEMENTS

JOURNAL DE LA CONFÉRENCE

Le *Journal quotidien de la Conférence* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par par la poste.

Prix d'abonnement mensuel: Fr. suisses 7.50,
frais d'envoi compris.

COMPTE RENDU
DE LA CONFÉRENCE

Le *Compte rendu définitif*, contenant un texte soigneusement révisé des discours et de leur traduction, sera distribué dans un délai d'une huitaine de jours.

Prix d'abonnement mensuel: Fr. suisses 7.50,
frais d'envoi compris.

LISTE DES DÉLÉGUÉS
A LA CONFÉRENCE

Prix: Fr. suisses 2.—

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Prix: Fr. suisse -.50

PUBLICATIONS OF THE LEAGUE
OF NATIONS

CONFERENCE
for the REDUCTION and
LIMITATION of ARMAMENTS

JOURNAL OF THE CONFERENCE

In order to provide delegates, journalists and visitors with a regular daily programme and *résumé* of the meetings, the *Daily Journal of the Conference* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses, where possible, or sent by post.

Monthly subscription rate: 7.50 Swiss francs,
post free.

VERBATIM RECORD
OF THE CONFERENCE

The *Official Record*, containing a carefully revised text of the speeches and translations, will be distributed to delegations within a week.

Monthly subscription rate: 7.50 Swiss francs,
post free.

LIST OF DELEGATES
AT THE CONFERENCE

Price: 2 Swiss francs.

RULES OF PROCEDURE

Price: -.50 Swiss franc.

**PUBLICATIONS
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Service des abonnements

Pour toute personne désireuse de recevoir rapidement les documents relatifs à la question du désarmement, il est recommandable de souscrire un

Abonnement global spécial

Désarmement

Cet abonnement donne droit à toutes les publications mises en vente, dans le courant de l'année, par la Section du désarmement du Secrétariat de la Société des Nations.

Prix d'abonnement pour 1932:

Fr. suisses 75.—

Pour tout renseignement supplémentaire,
s'adresser au

**Service des Publications
Société des Nations
Genève**

Les publications de la Société des Nations sont en vente à Genève, aux adresses suivantes :

Au bureau de vente, Bâtiment des commissions (Quai Wilson, chambre 732);

Chez Payot & C^{ie}, rue du Marché, 40;

En outre, pendant les séances plénières :

Au stand installé à l'entrée publique de la Salle du Conseil Général ;

Et pendant les séances des Commissions :

Au stand installé dans le hall du public, au Bâtiment des commissions (Quai Wilson).

**PUBLICATIONS
OF THE LEAGUE OF NATIONS**

Subscription Service

Everybody who wishes to receive quickly the documents on Disarmament questions may take out a

Special All-inclusive Subscription

Disarmament

This subscription entitles subscribers to receive all publications which are placed on sale during the year by the Disarmament Section of the League of Nations Secretariat.

Subscription rate for 1932:

75.— Swiss francs

For further information
apply to

**Publications Department
League of Nations
Geneva**

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses :

At the sales office in the Committee Building (Quai Wilson, Room 732);

At Messrs. Payot & Cie., rue du Marché, 40;

Also, during the plenary meetings :

At the stand at the public entrance of the Salle du Conseil Général ;

And during the meetings of the Commissions :

At the stand in the public hall of the Committee Building (Quai Wilson).